



SEMESTRE EUROPÉEN - 2015

Les orientations de la politique économique de l'Union européenne : le point de vue salarial

LA RÉPÉTITION DES DÉCEPTIONS

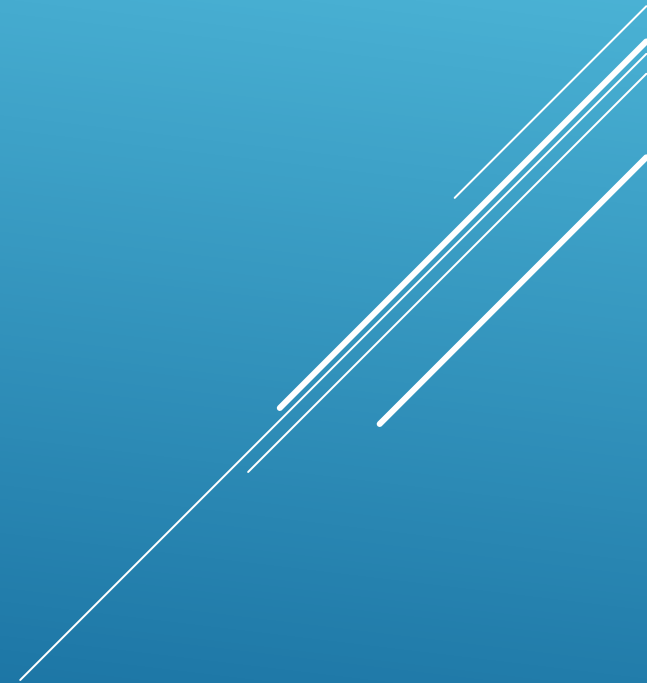
« Toutefois, malgré les efforts accomplis aux niveaux national et européen, la reprise est moins importante qu'escompté il y a un an. La dynamique a commencé à fléchir au printemps 2014. La crise économique a entraîné la crise sociale en cours et la lenteur de la reprise entrave les efforts déployés en vue de réduire les niveaux élevés de chômage. »

Commission Européenne, Examen Annuel de la
Croissance 2015

LA RÉPÉTITION DES DÉCEPTIONS

« Les faibles gains de productivité, le faible niveau des investissements et le chômage structurel élevé limitent les perspectives de croissance de l'Europe. »

Commission Européenne, Examen Annuel de la
Croissance 2015



MALGRÉ LES ÉCHECS CONSTATÉS – PAS DE REMISE EN QUESTION DES POLITIQUES ENGAGÉES !

En suivant les recommandations de la
Commission, on a vraiment l'impression d'avoir
affaire ...

à ce cuisinier qui aimait bien le sel et servit un
plat bien salé que personne ne mangeait. La
fois d'après, croyant que ses hôtes jugeaient le
plat trop fade, il met encore plus de sel avec le
même résultat et ainsi de suite.

MALGRÉ LES ÉCHECS CONSTATÉS – PAS DE REMISE EN QUESTION DES POLITIQUES ENGAGÉES !

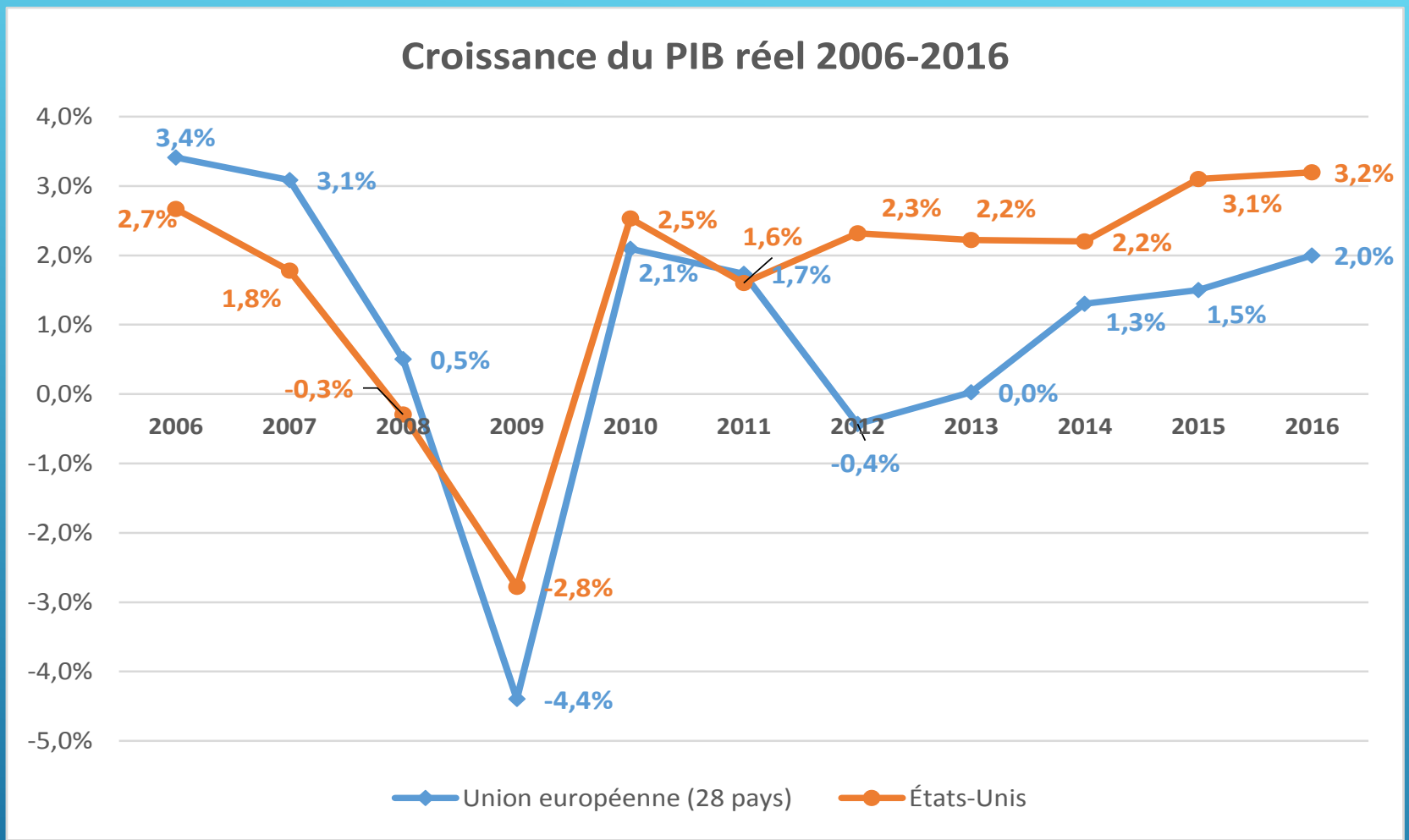
De nombreuses réformes structurelles mises en œuvre ces dernières années, et qu'il faut continuer selon la Commission, font partie du problème, pas de la solution.

En diminuant les salaires et la protection sociale, les réformes ont aggravé la crise et sont en fin de compte responsables de la conjoncture maussade.

Gouvernance économique et budgétaire de l'UE:

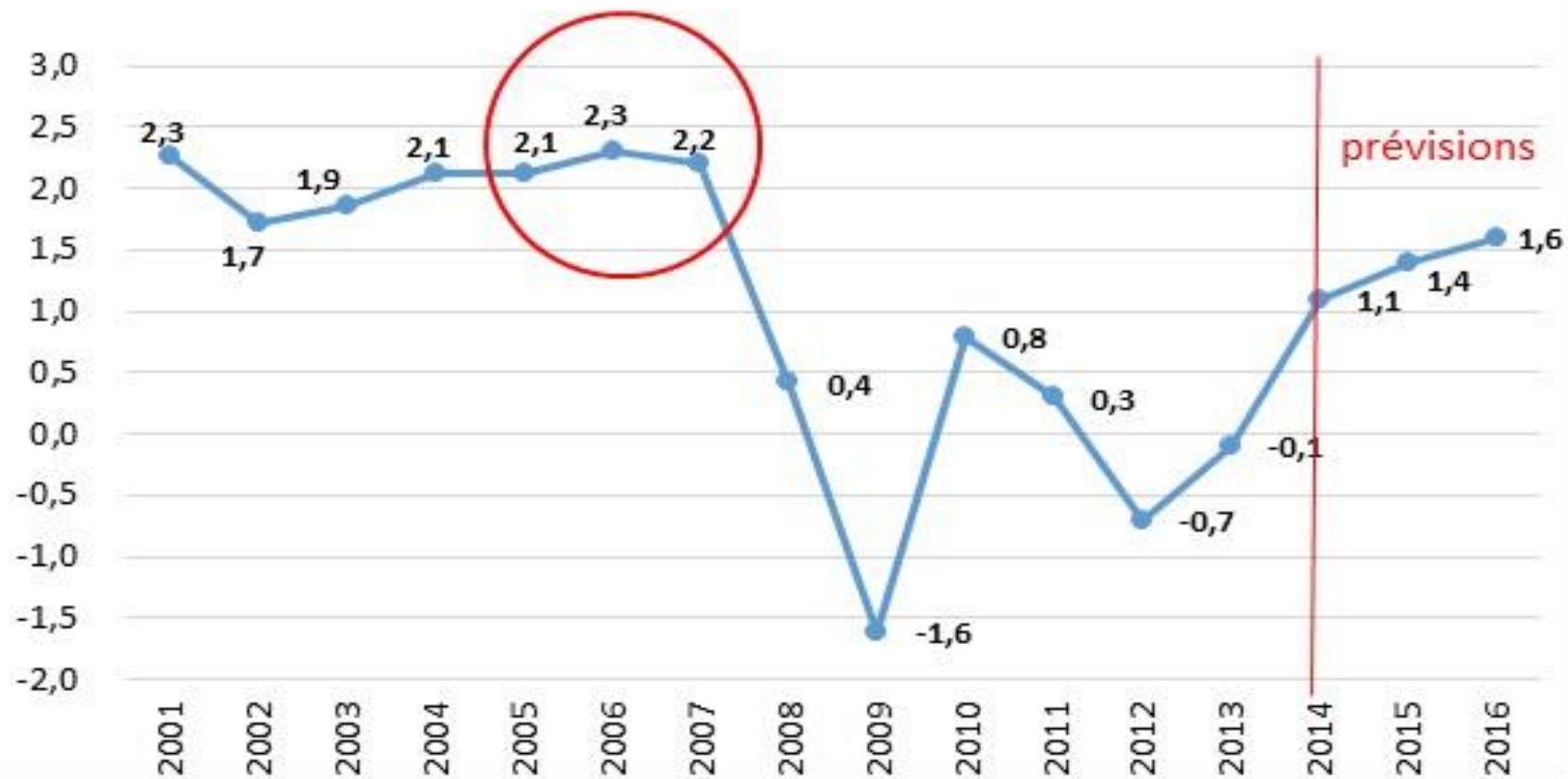
**persévérer dans l'échec ou repenser la
politique et la méthode?**





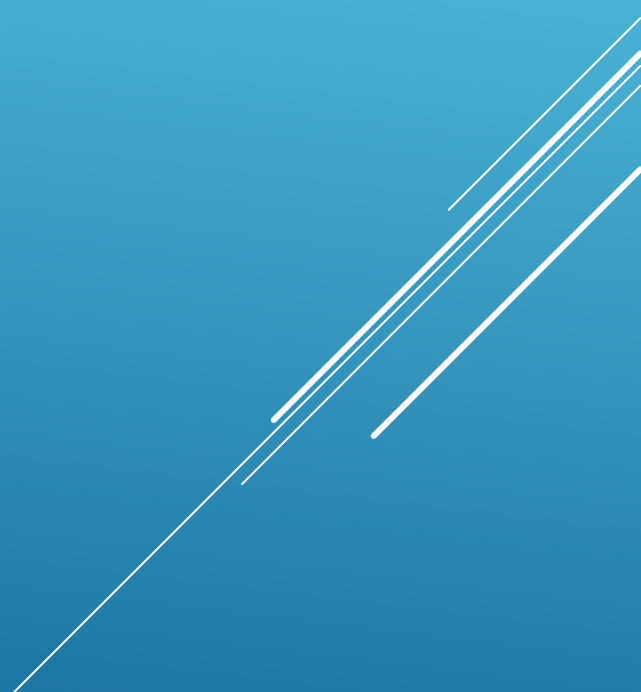
Croissance du PIB réel 2006-2016

Consommation privée - EU28

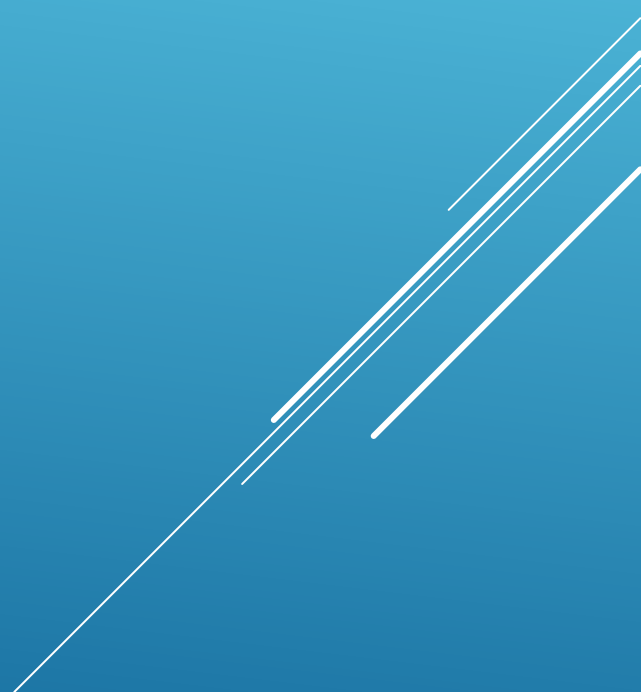


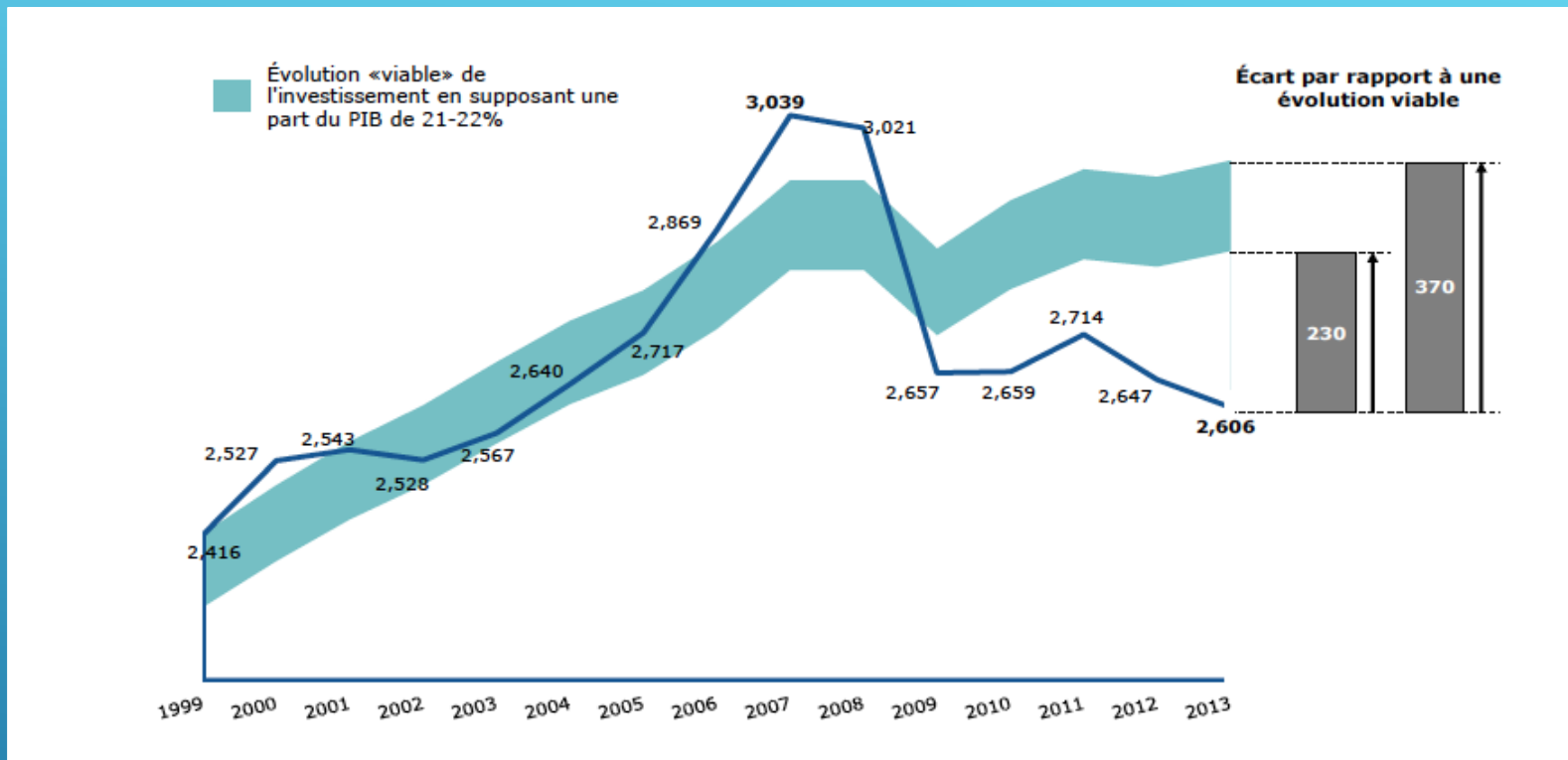
Consommation privée - EU28

POUR LA RELANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'EUROPE

- ▶ Politique économique et budgétaire anticyclique
 - ▶ Assouplir le pacte de stabilité et de croissance et la procédure des déficits excessifs
 - ▶ Mise à l'arrêt de la politique salariale concurrentielle et déflationniste
 - ▶ Dimension sociale: introduire des normes juridiques et des critères contraignants de convergence sociale
 - ▶ Réformes structurelles: contre le dumping social et la précarisation du travail
 - ▶ Revaloriser le dialogue social
- 

POUR LA RELANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'EUROPE

- ▶ Politique économique et budgétaire anticyclique
 - ▶ Assouplir le pacte de stabilité et de croissance et la procédure des déficits excessifs
 - ▶ Mise à l'arrêt de la politique salariale concurrentielle et déflationniste
 - ▶ Dimension sociale: introduire des normes juridiques et des critères contraignants de convergence sociale
 - ▶ Réformes structurelles: contre le dumping social et la précarisation du travail
 - ▶ Revaloriser le dialogue social
- 



Source : Commission européenne

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'INVESTISSEMENT DANS L'UE28, PRIX 2013 EN MILLIARDS EUR)

DÉFAUT D'INVESTISSEMENTS = PLAN JUNCKER ?

- ▶ La Commission européenne a lancé un plan d'investissement de 315 milliards d'euros pour les années 2015, 2016 et 2017.
- ▶ Les investissements dans l'UE ont baissé de l'ordre de 15 %, mais jusqu'à 60 % dans les États membres les plus touchés par la crise.

LE PLAN EST INSUFFISANT

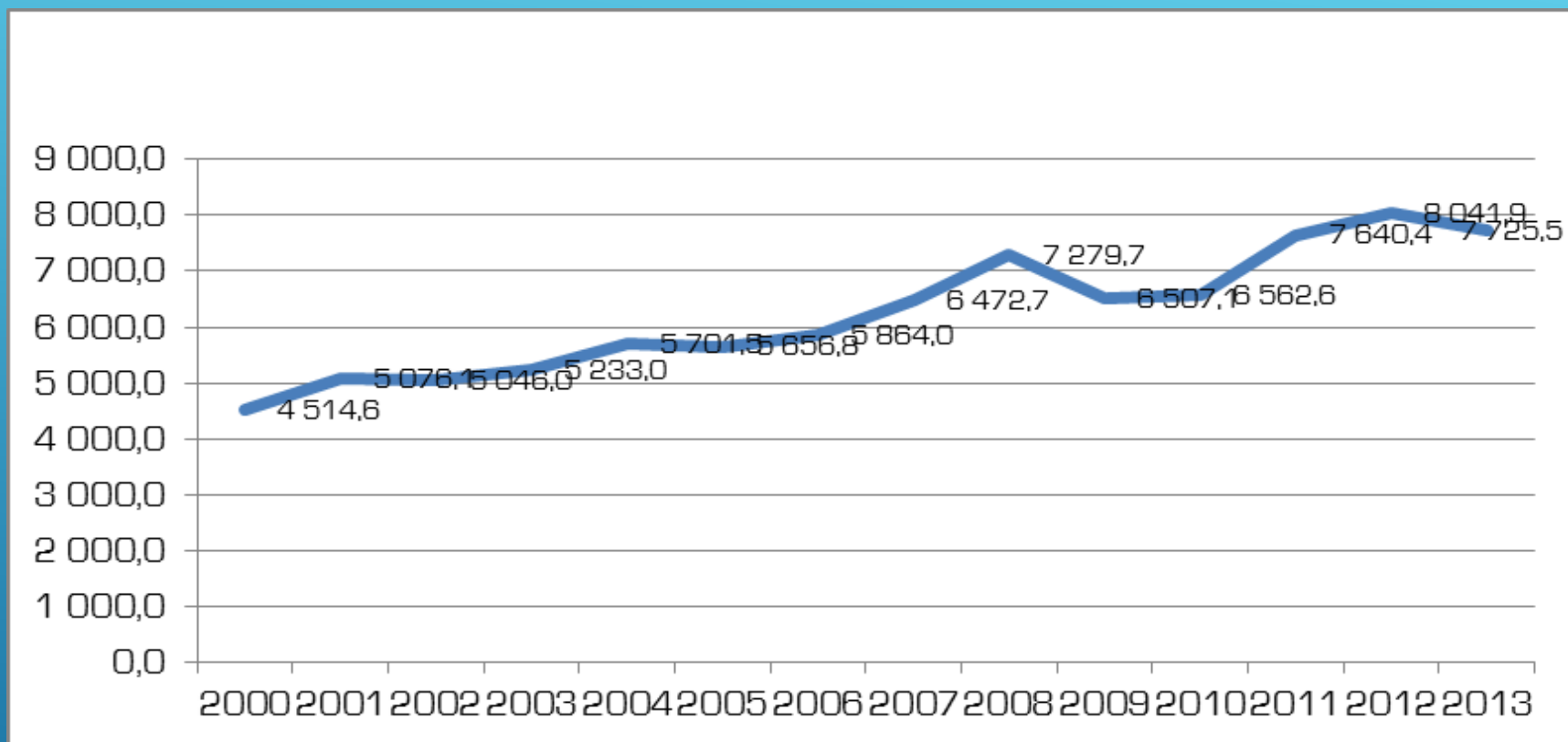
- ▶ Le plan est insuffisant. Un effort d'investissement de 250 milliards d'euros (soit 2% du PIB européen) par an sur dix ans est nécessaire .
- ▶ Il doit être clair qu'il faut investir dans l'économie, particulièrement des pays les plus vulnérables de la zone euro et ne pas encore mettre davantage de liquidités à la disposition des banques.
- ▶ Il doit s'agir d'investissements supplémentaires et pas d'un recyclage de projets!
- ▶ Davantage d'argent public est nécessaire!
- ▶ Introduire la véritable règle d'or (RESPECTÉE PAR LE LUXEMBOURG) des finances publiques dans le Pacte de stabilité

ET LE LUXEMBOURG?

Le Luxembourg a maintenu le cap (avec pour conséquence de peser sur ses capacités de financement).

La part des investissements publics dans les dépenses totales sur 1995-2011 est en moyenne de 10% au Luxembourg contre 5,3% dans la zone euro.

Évolution des investissements totaux (formation brute de capital fixe) au Luxembourg (millions d'euros)



Le Luxembourg a maintenu le cap

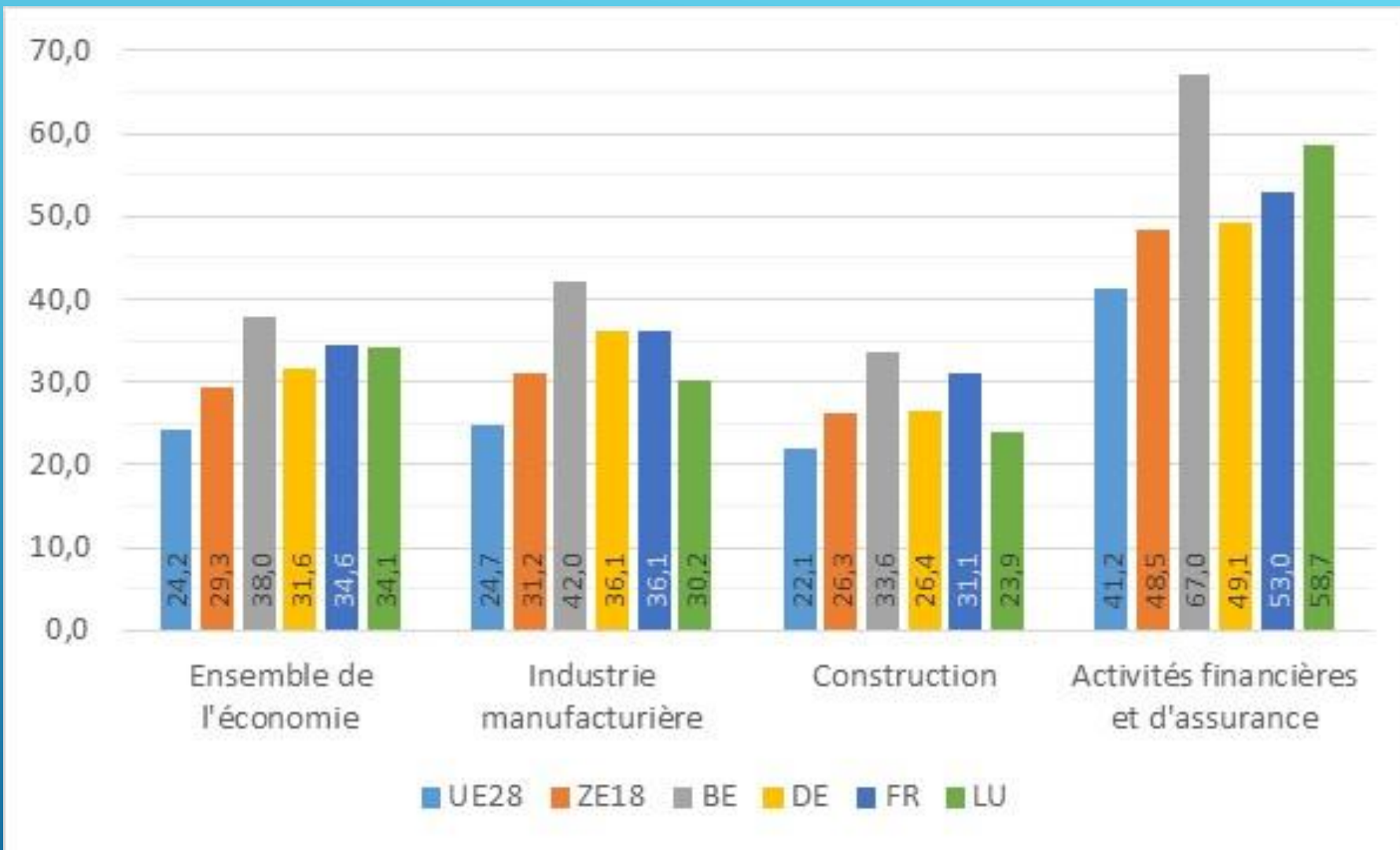
DANS L'ÉVENTUALITÉ D'UN RÉTRÉCISSEMENT DE LA MARGE DE MANŒUVRE BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT, LA FORMATION DE CAPITAL BRUTE FIXE DOIT CRÉER UNE PLUS-VALUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR LE PAYS.

Points prioritaires:

- ▶ les investissements visant à améliorer directement la productivité de l'économie, à savoir les infrastructures routières et ferroviaires, les télécommunications, les infrastructures en énergie, les zones d'activités, la R&D ;
- ▶ les investissements à caractère social qui répondent aux nécessités de l'évolution démographique : construction de structures e garde des enfants, offre de logements aux personnes âgées (CIPA, maisons de soins, logements encadrés), planification de l'infrastructure hospitalière en fonction de des besoins des patients ;
- ▶ les investissements visant à moderniser les infrastructures servant à des fins d'éducation et de formation professionnelle initiale et continue ;
- ▶ la construction de logements sociaux destinés prioritairement à la location ;
- ▶ les investissements en matière d'environnement (traitement des eaux usées, rénovation énergétique des habitations).

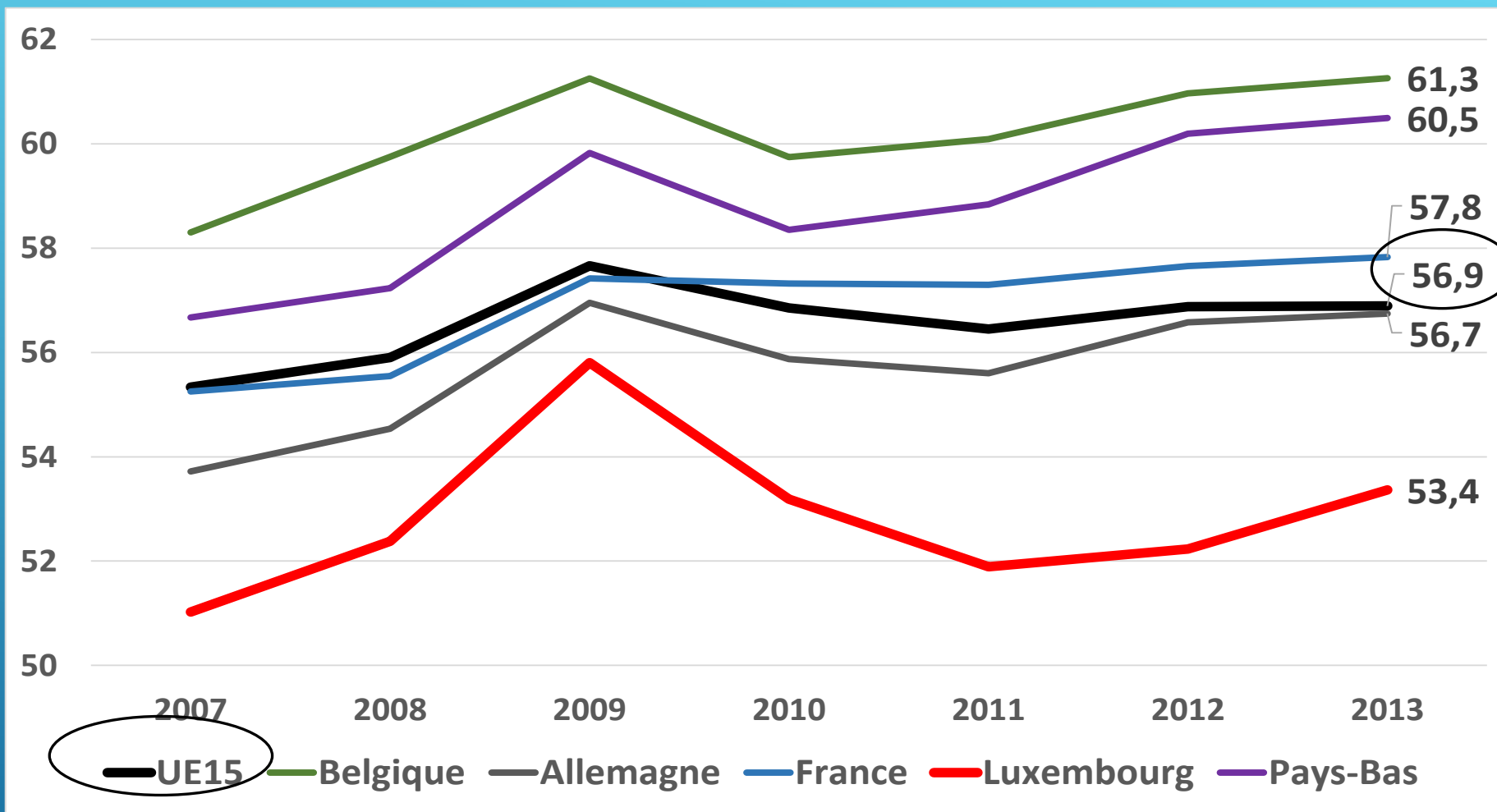
RÉFORMES STRUCTURELLES – POLITIQUE SALARIALE

- ▶ Productivité et salaires réels
- ▶ Pour le modèle luxembourgeois de la formation des salaires
- ▶ Ralentissement net des salaires réels au Luxembourg
- ▶ Le coût du travail au Luxembourg est loin d'être excessif et il n'hypothèque nullement la compétitivité économique
- ▶ Rapport du mécanisme d'alerte: feu vert pour le Luxembourg
- ▶ Revalorisation structurelle du salaire minimum légal



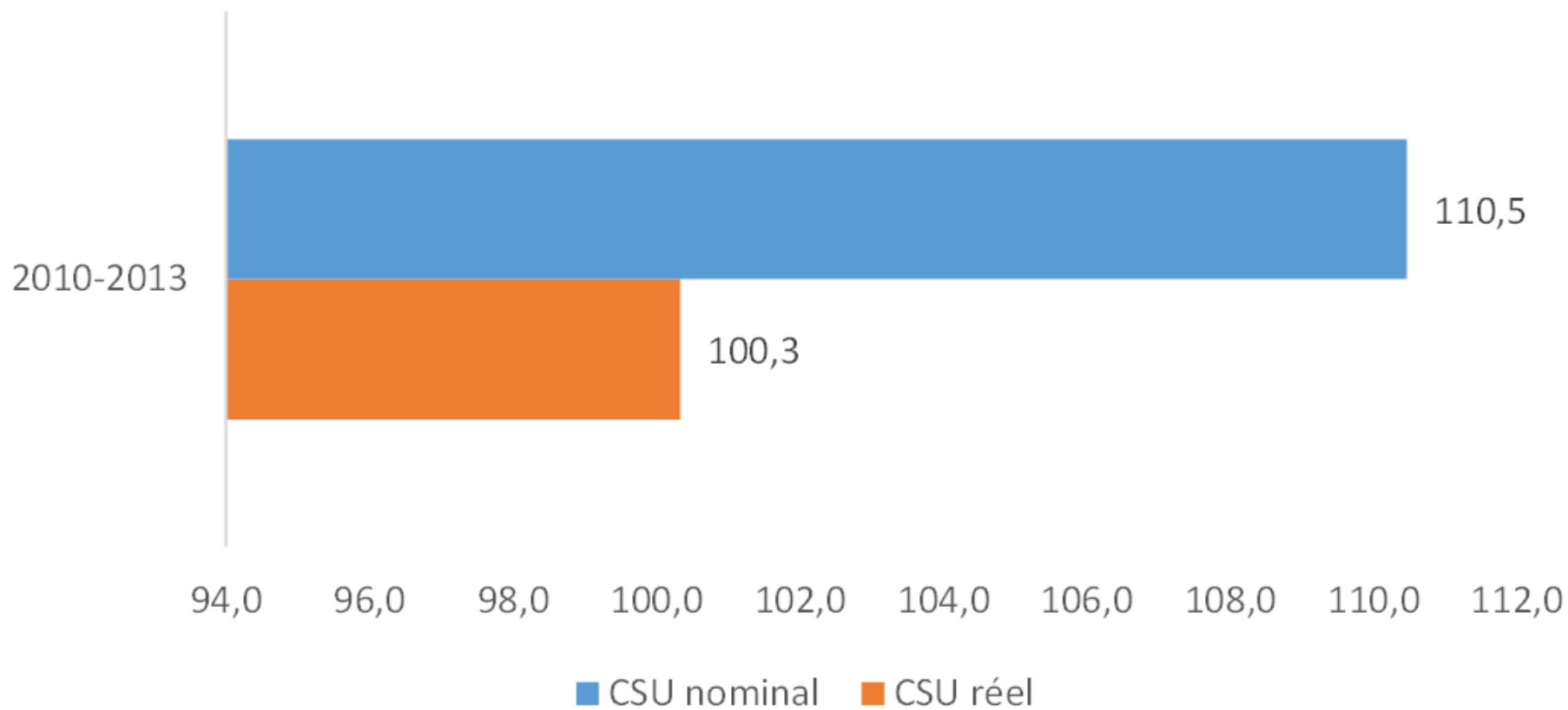
Source : Eurostat

COÛTS HORAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE, 2012



Évolution de la part salariale dans différents pays

CSU 2013 à la façon du RMA (T-T3)



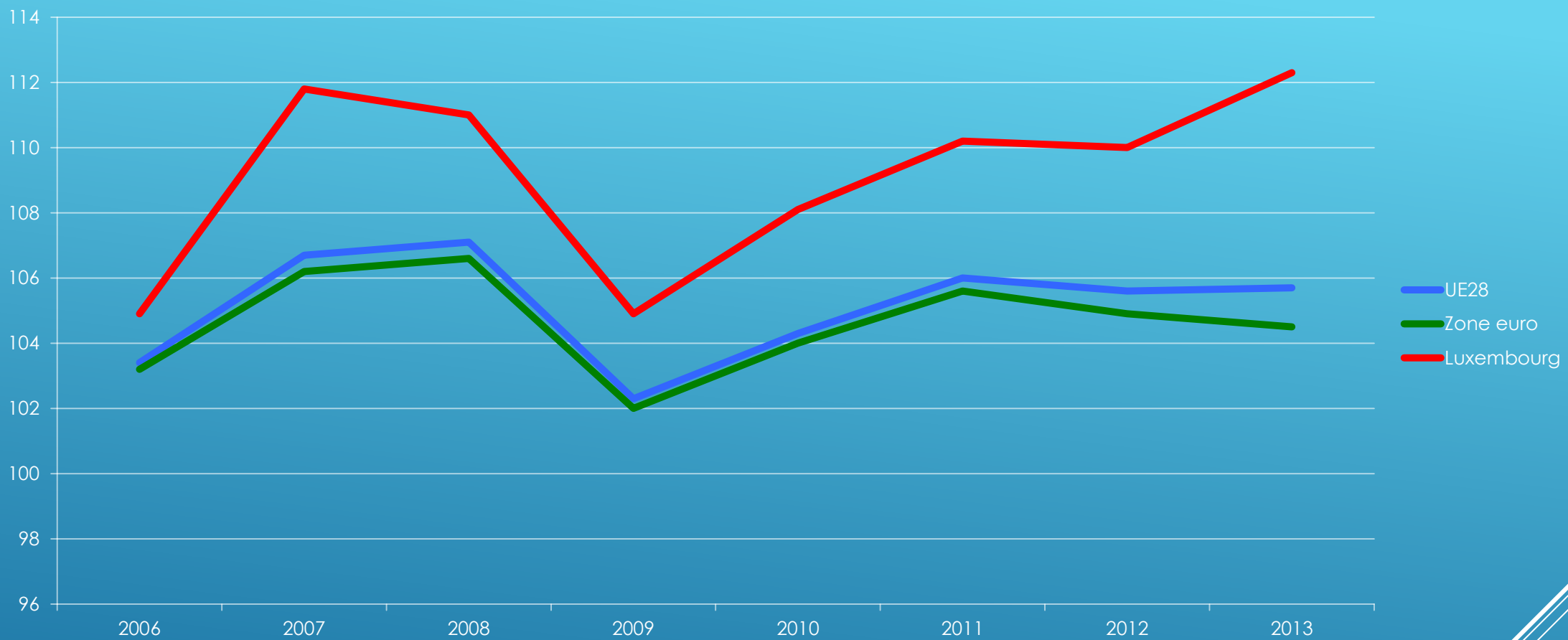
2 rapports positifs pour le Luxembourg :

Rapport sur les déséquilibres macroéconomiques et avis de la Commission sur les finances publiques

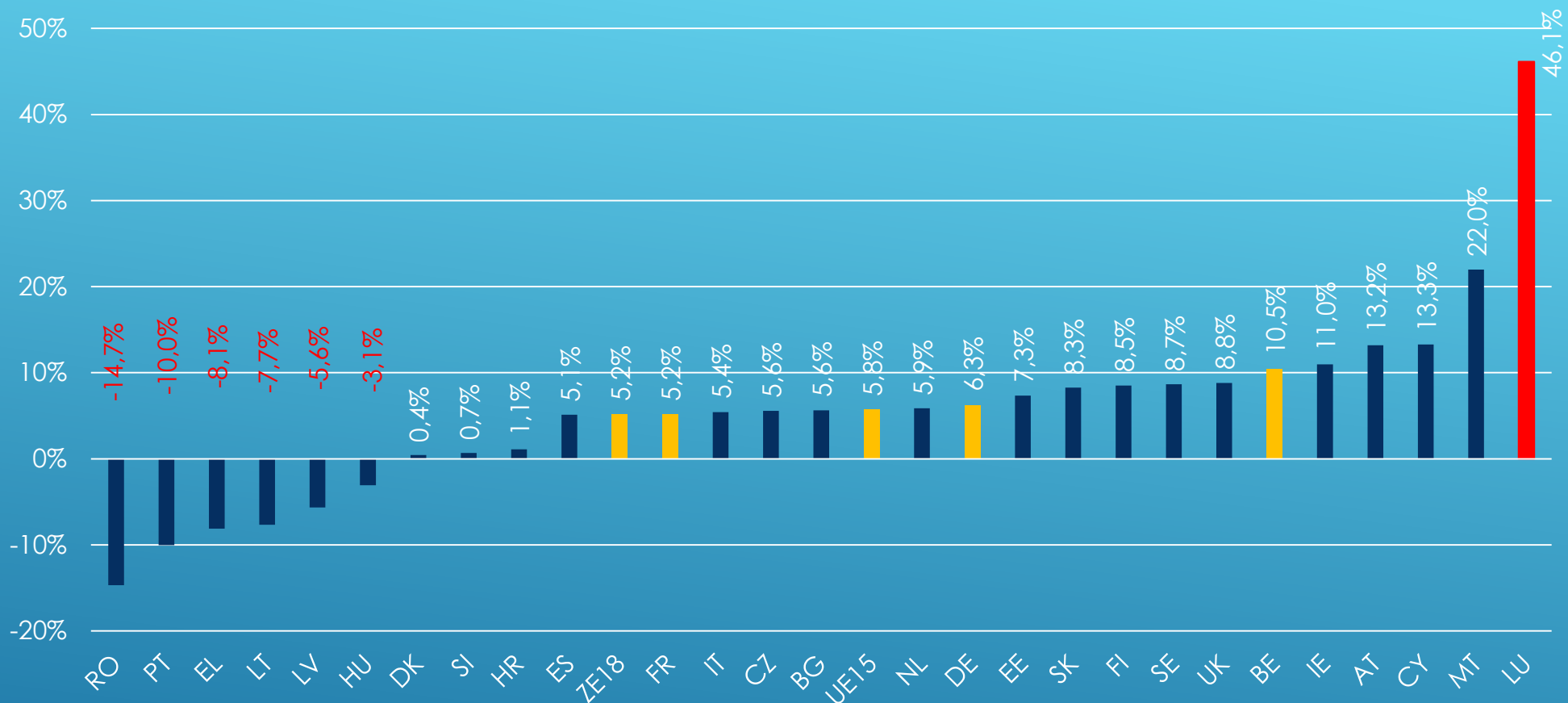
Les résultats économiques et budgétaires du Luxembourg sont toujours largement supérieurs à la moyenne

**LE LUXEMBOURG SORT MALGRÉ TOUT
SON ÉPINGLE DU JEU DANS LE
DOMAINE ÉCONOMIQUE ET
BUDGÉTAIRE...**



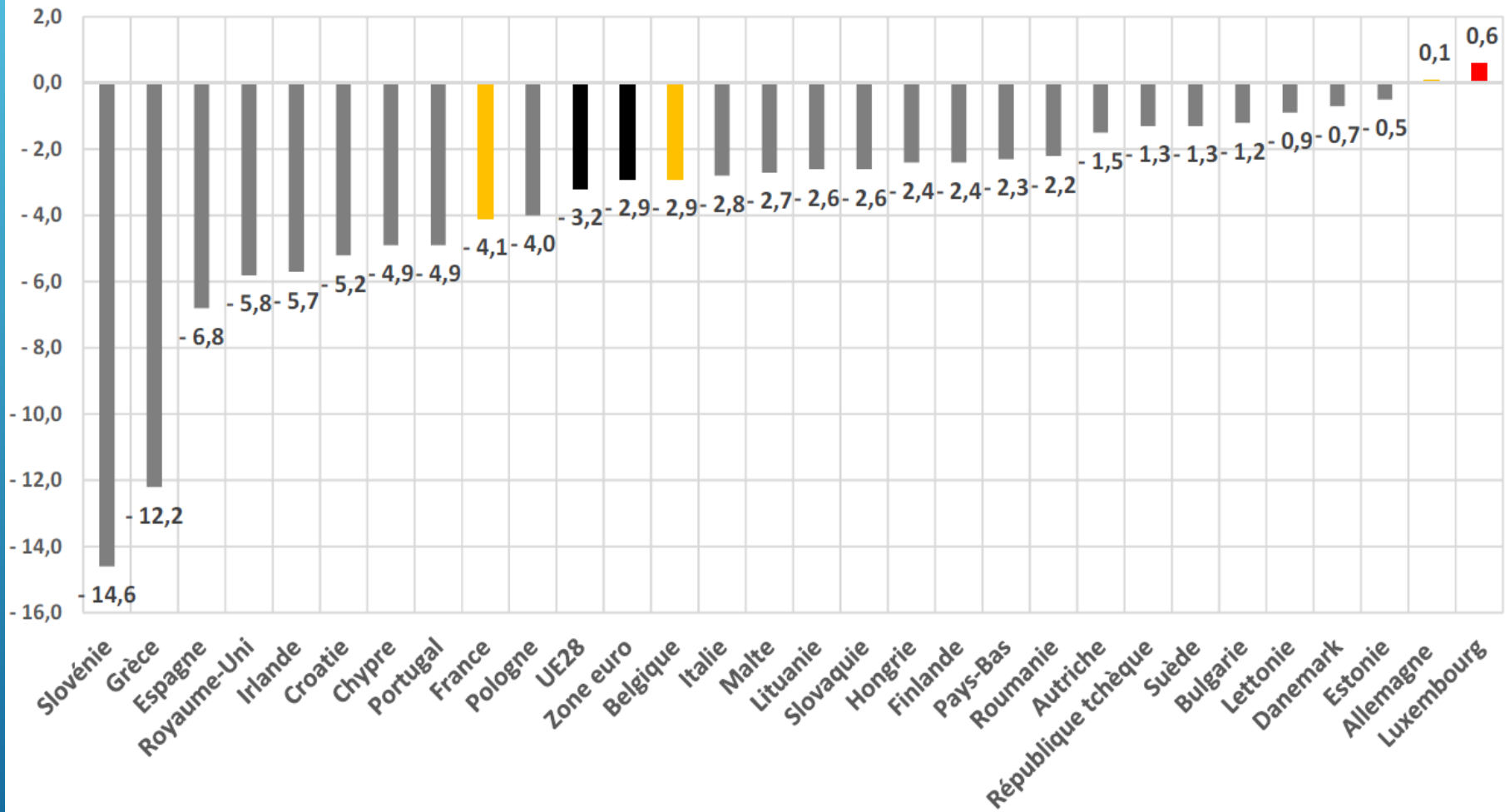


PIB en volume sur 10 ans (2005 = 100)

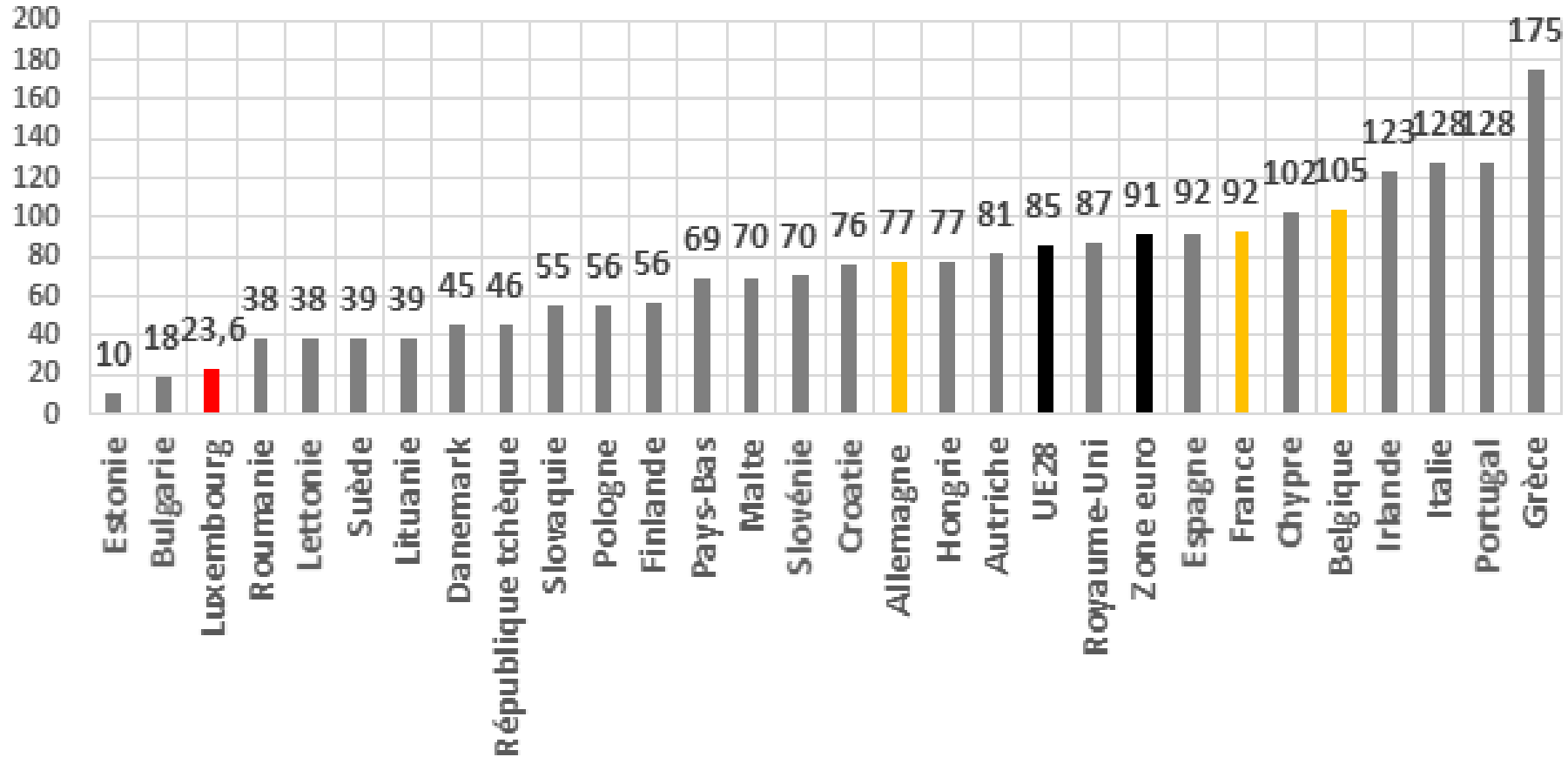


CROISSANCE DE L'EMPLOI INTÉRIEUR ENTRE 2000 ET 2013

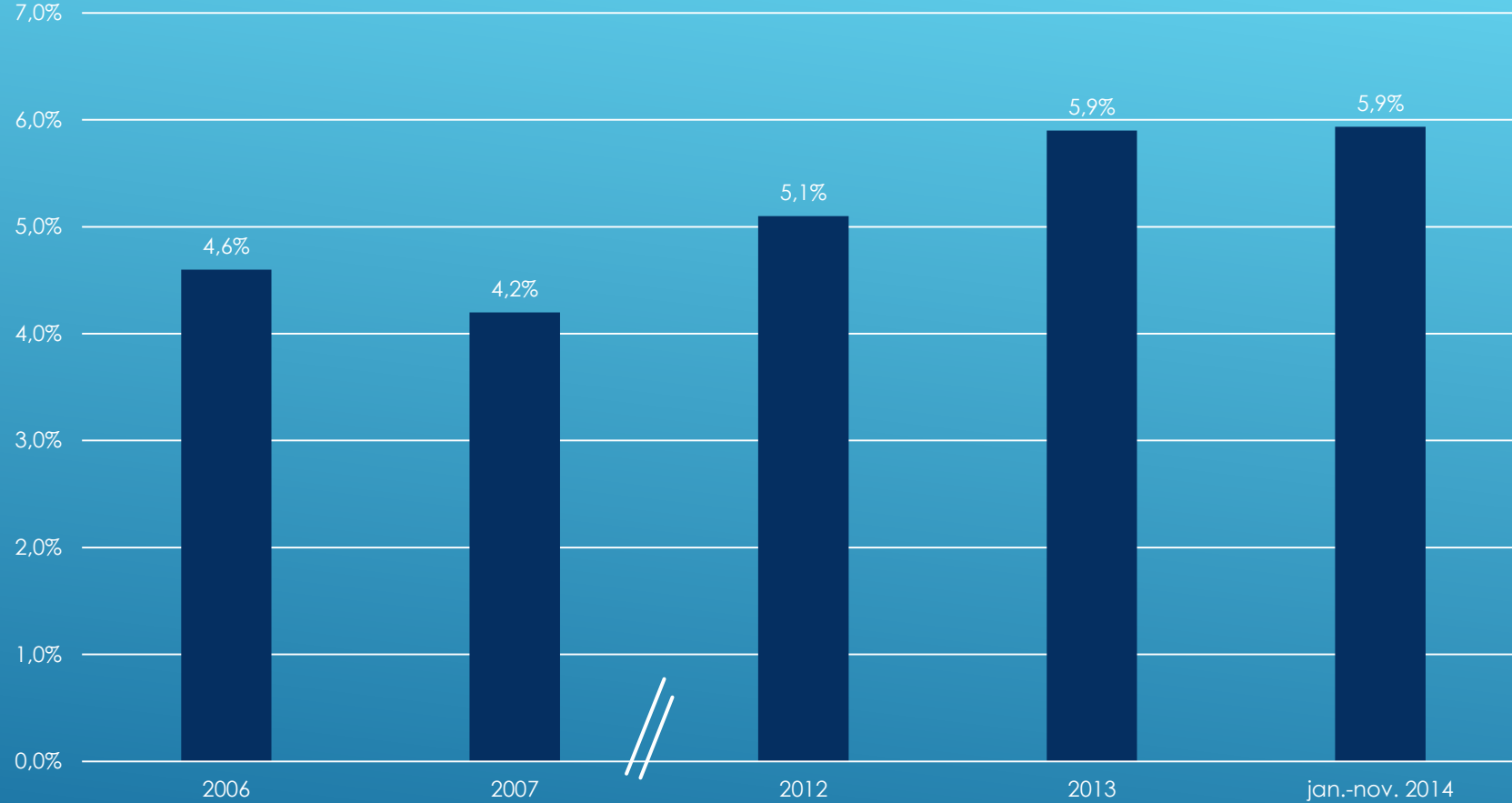
Solde des Administrations Publiques en pourcentage du PIB (2013)



Dette des Administrations Publiques en pourcentage du PIB (2013)



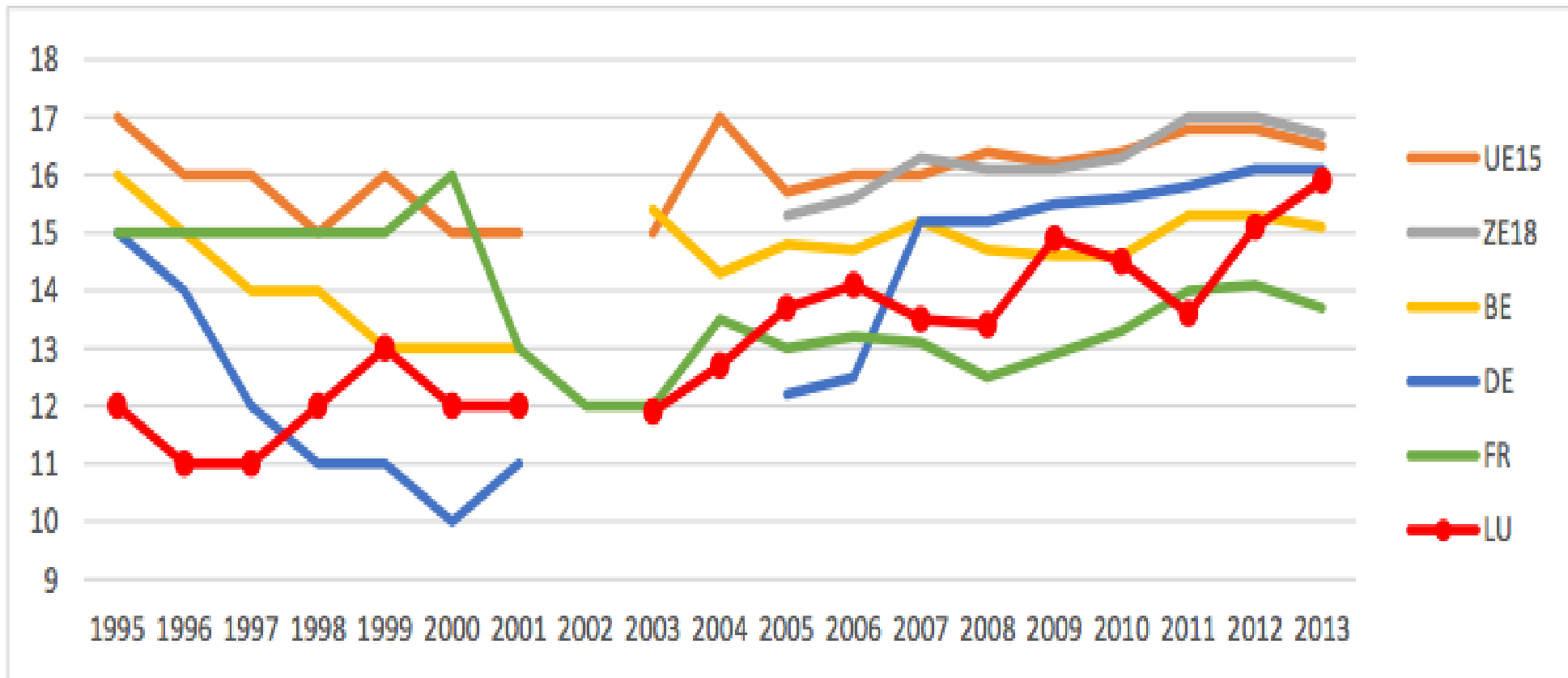
Taux de chômage au Luxembourg



...MAIS GÈRE DIFFICILEMENT L'ASPECT
SOCIAL




Taux de risque de pauvreté des salariés



Taux de risque de pauvreté dans L'UE

LE CONSTAT

**Au vu de ces données, il est évident
que des réformes structurelles à
mener au Luxembourg doivent viser
avant tout l'amélioration des
performances sociales**



- Politique salariale
- Sécurité sociale
- Gestion des âges
- Maintien dans l'emploi et licenciements collectifs
- Législation sur les faillites
- Volet préventif du droit du travail
- Dialogue social infranational
- Politique du logement
- Formation professionnelle continue

Les réformes prioritaires à mener au Luxembourg, point de vue salarial

La situation budgétaire du Luxembourg

Une situation toujours sereine

L'avis ad hoc de la Commission européenne relève que le Luxembourg a dépassé son objectif à moyen terme en 2013 et qu'il devrait continuer à le dépasser en 2014.

Dès lors, le Luxembourg n'est soumis à aucune exigence spécifique au-delà du maintien de son solde structurel au niveau de l'objectif à moyen terme en 2015.

PAS DE LÉGITIMITÉ D'AJOUTER DES MESURES SUPPLÉMENTAIRES D'AUSTÉRITÉ

Force est de constater que l'équilibre budgétaire est déjà rempli en 2015, avant que les mesures n'aient produit un quelconque effet.

En incluant la hausse de la TVA de 2 points, le besoin de financement des Administrations publiques en 2015 serait en effet, de -0,1% du PIB hors mesures additionnelles.

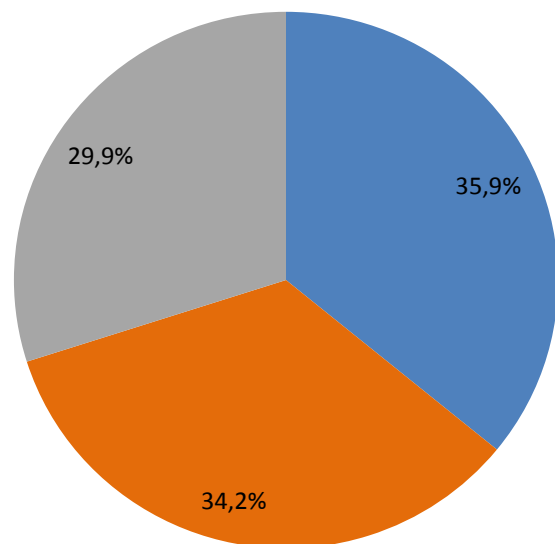
On peut se demander quelle est la légitimité d'ajouter des mesures supplémentaires d'austérité, alors que la situation des Administrations publiques reviendra à l'équilibre hors paquet de mise en œuvre et qu'en tout état de cause, les déficits anticipés resteraient parmi les plus faibles d'Europe.

EN VUE DE LA RÉFORME FISCALE

Pour plus d'équité fiscale

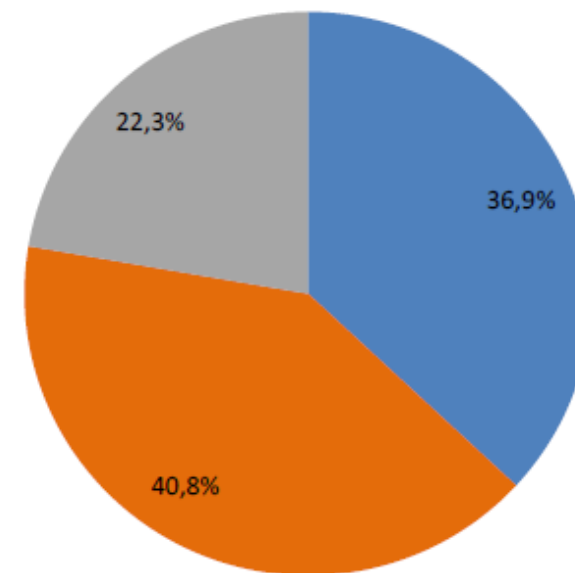
Fiscaliser davantage les revenus du
capital que ceux du travail

Répartition de la contribution fiscale sur le total de l'IRC, l'ITS et la TVA (2000)



■ TVA ■ Impôt retenu sur les traitements et salaires ■ Impôt sur le revenu des collectivités

Répartition de la contribution fiscale sur le total de l'IRC, l'ITS et la TVA* (2013)



*Hors commerce électronique

■ TVA ■ Impôt retenu sur les traitements et salaires ■ Impôt sur le revenu des collectivités

En conclusion

**METTRE LA DIMENSION SOCIALE AU
CŒUR POUR DOPER L'ÉCONOMIE**

